



**GROUPE AFRICAIN POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE**

## **Rassemblement francophone pour la justice climatique : Réfléchir ! Résister ! Se soulever !**

*18 - 20 mai 2021*

### **NOTE DE SYNTHÈSE**



Des mouvements de la société civile et des organisations alliées francophones de 13 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale se sont réunis à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 18 au 20 mai 2021, à l'occasion du premier d'une série de rassemblements sous régionaux organisés par le Groupe Africain pour la Justice Climatique (AFCJ). L'AFCJ est une plateforme émergente qui contribue à renforcer le mouvement progressiste pour la justice climatique en Afrique. Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE), un groupe engagé dans le soutien des luttes pour la justice climatique, a accueilli l'événement sur place. Il s'est déroulé dans le contexte de l'aggravation des crises interconnectées qui ont un impact sur l'Afrique francophone, notamment la crise climatique et écologique, la pandémie/la crise sanitaire de la COVID-19, la crise de la pauvreté et des inégalités, la crise de la dette, la crise politique et bien plus encore. On y visait à impliquer les participants dans ces questions, à créer des solidarités et à renforcer l'action progressive.

Un sommet tenu à Paris par le président Emmanuel Macron pour faire face à la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19 a coïncidé avec l'ouverture de l'événement et a servi de point de départ pour analyser les défis à l'origine de la crise climatique déjà existante. Dans un élan de solidarité, la plupart des participants ont condamné la dette qui frappe le continent,

critiqué les modèles de développement de nos États fondés sur des politiques néolibérales, et dénoncé le régime de prédation et d'extractivisme qui perdure et est exacerbé par la pandémie de COVID. Les participants ont reconnu et convenu que le système du capitalisme et ses systèmes associés tels que le patriarcat, le racisme et le néocolonialisme, ont un impact sur les secteurs de l'énergie, de l'alimentation, de la terre et de l'eau sur le continent.

Le rassemblement francophone pour la justice climatique à Abidjan a été un espace de partage d'informations, d'éducation populaire et de construction de savoirs par le bas. Une visite de terrain dans une communauté de pêcheurs a également été organisée pour offrir aux participants la possibilité d'observer les impacts de la crise climatique et écologique. Ces moments importants d'échange (en présentiel), qui avaient presque disparu depuis la période de confinement pendant la pandémie, ont été reconnus comme nécessaires pour l'apprentissage collectif et la construction de liens de solidarité entre les nombreuses luttes pour la justice climatique dans la sous-région.

Comme nous l'avons vu, l'Afrique est confrontée à plusieurs crises. Sur le plan de l'énergie, nous assistons à de nouvelles explorations et exploitations de réserves de gaz et de pétrole (ainsi que de charbon) à travers l'Afrique francophone, ce qui porte préjudice aux communautés, à leurs moyens de subsistance et à leur environnement. D'autres projets d'énergie sale, tels que les grands barrages, sont également promus de manière agressive par nos gouvernements et les entreprises et entraînent davantage de dommages.



Les problèmes de sécurité se multiplient et la répression des militants qui défendent leurs terres et leurs moyens de subsistance aggrave les risques. La crise du système alimentaire provoquée par l'industrie agro-industrielle et sa quête du profit détruisent également les fondements de la vie des populations africaines. La convergence de la crise climatique et de l'augmentation des importations alimentaires est parmi les causes qui mènent l'Afrique au désastre. Si des mesures ne sont pas prises pour mettre en place des systèmes alimentaires locaux et supprimer la dépendance croissante à l'égard des importations de céréales et d'autres aliments de base, l'Afrique connaîtra des effets multiples et plus graves que la crise alimentaire de 2007-2008, qui a entraîné des émeutes de la faim sur tout le continent.

Les gouvernements africains et les bailleurs ont perdu la dernière décennie à mettre en œuvre des politiques et des programmes ratés visant à soutenir les entreprises agroalimentaires, alors qu'ils n'ont pas fait grand-chose pour s'opposer efficacement aux entreprises qui se débarrassent de leurs excédents alimentaires et pour soutenir plutôt les paysans. Cela a entraîné une augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre, la destruction de la biodiversité et l'accroissement de la pauvreté. Aujourd'hui, les mouvements de justice climatique et les producteurs alimentaires africains doivent unir leurs forces pour éliminer la dépendance aux importations alimentaires et parvenir à la souveraineté alimentaire sur le continent afin de faire face à la crise climatique. L'état des lieux est alarmant, mais la réponse des États et des politiques publiques qui privilégient les intérêts privés et la promotion des accords de libre-échange (ALE) l'est tout autant.

Au lieu d'accorder plus d'attention aux communautés victimes de l'extractivisme et de la crise de la dette, les institutions financières internationales développent des mécanismes encore plus efficaces pour maximiser leurs profits et augmenter la dette de nos pays et de nos populations.

Les fausses solutions capitalistes proposées par ces acteurs telles que REDD+, Grand Barrage, OGM, la géoingénierie, le charbon propre et l'agriculture intelligente face au climat, entre autres, sont donc à bannir et à rejeter dans la lutte pour la justice climatique sur le continent. Le renforcement de la justice climatique pour l'Afrique doit donc clairement viser la question de la souveraineté.

Il nous faut l'unité des peuples pour construire des alternatives telles que la souveraineté alimentaire et énergétique, pour permettre aux communautés comme les pêcheurs et les paysans de lutter et résister ensemble contre ces fausses solutions, et pour porter le combat pour la justice climatique.

Le groupe francophone pour la justice climatique a conclu la session de trois jours en s'engageant à partager ses luttes et ses analyses à l'aide de diverses plateformes de communication et à surveiller la mise en œuvre de projets destructeurs autour desquels une certaine solidarité dans la résistance peut se développer.